

Initiatives ministérielles

de dollars investis dans les autres aéroports canadiens, et en particulier celui de Toronto, la situation de l'aéroport de Québec est à proprement parler scandaleuse; et seule l'irresponsabilité, sinon la mauvaise foi de Transports Canada et des députés libéraux et conservateurs qui se sont succédé sur les banquettes d'en face, peut l'expliquer.

C'est une autre preuve que dans le fédéralisme canadien, les députés libéraux et conservateurs du Québec ont toujours été soumis à la majorité anglo-canadienne et qu'ils n'ont jamais détenu aucun pouvoir. La présence des premiers ministres provenant du Québec, c'était et c'est encore l'illusion du pouvoir!

● (1525)

Revenons maintenant au contrôle aérien. Alors que le centre de contrôle régional des autres provinces dessert en moyenne une population de 2,6 millions de personnes, au Québec, selon les plans de Transports Canada, le centre de contrôle régional de Montréal dispensera des services de contrôle aérien à une population de 7 millions de personnes. C'est cela le fédéralisme rentable pour tous les Canadiens, sauf pour les Québécois et les Québécoises. Ceux-ci continuent de payer pour doter les autres provinces de services dont eux-mêmes ne voient que le mirage.

Nous ne sommes pas dupes! Pourquoi Transports Canada tente-t-il de fermer l'unité de contrôle terminal de l'aéroport de Québec? Le motif officiel mis de l'avant: mesure d'économie. Toutefois nous n'en croyons rien car nous pouvons démontrer qu'une série de décisions mises de l'avant par Transports Canada se traduira par des investissements bien supérieurs à ceux réclamés par les intervenants de la région de Québec. Nous croyons que le vrai motif, bien qu'il soit inavouable, c'est l'élimination d'un centre francophone de contrôle aérien pour n'en garder officiellement que deux bilingues au Canada, celui de Montréal et celui d'Ottawa.

Mais à propos du bilinguisme de l'aéroport d'Ottawa, comment voulez-vous que les francophones de ce pays se sentent respectés alors qu'ils savent que Transports Canada tente sans succès depuis cinq ans de rendre bilingue le contrôle aérien à l'aéroport de la capitale d'un pays qui se targue d'avoir une politique des langues officielles? C'est cela le Canada du premier ministre.

Pourquoi au fait l'unité de contrôle terminal de l'aéroport d'Ottawa n'a pas été, elle, transférée au centre de contrôle de Toronto, comme les autres unités de contrôle terminal vers leur centre de contrôle régional respectif? Comme le contrôle aérien d'Ottawa devra devenir bilingue, comme promis, était-il pensable que le centre de contrôle de Toronto puisse lui aussi devenir bilingue un jour? Poser la question c'est y répondre.

Voilà l'une des nombreuses démonstrations de la pseudo-rentabilité du fédéralisme canadien appliquée cette fois au transport aérien. Au cours des ans, les Québécois et les Québécoises ont compris que le fédéralisme canadien est non-réformable et non-rentable. D'ailleurs, si les Canadiens des autres provinces n'étaient pas arrivés à la même conclusion que nous, c'est-à-dire la présence d'un Québec rentable pour eux, pourquoi seraient-ils si réticents et opposés à la souveraineté du Québec?

Pour ce qui est de la possibilité que le gouvernement canadien compense par une indemnité des gens qui s'apprêtaient à extorquer des dizaines de millions de dollars aux Canadiennes et aux Canadiens, c'en est trop! S'il fallait ainsi compenser ces amis des régimes libéraux et conservateurs pour des profits qu'ils n'ont pas pu faire, quelle compensation faudrait-il donner aux Québécoises et aux Québécois pour les 125 ans de régime fédéral qui les a maintenus dans le chômage et la dépendance? Cette injustice à l'endroit du peuple québécois a commencé en 1840 lorsque l'Angleterre a imposé l'Acte d'union entre le Haut et le Bas-Canada. C'était une manoeuvre de l'Angleterre pour faire payer par les Canadiens du Bas-Canada, les francophones, une partie de la dette du Haut-Canada. Les compensations, la nation québécoise les a déjà toutes payées et bien plus encore.

Il est donc évident, monsieur le Président, que je voterai contre ce projet de loi.

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, en écoutant l'analyse de notre collègue d'en face, on a l'impression que c'est une question en noir ou blanc. Votre analyse de l'histoire démontre un préjugé qui n'est pas valable dans notre monde.

Quand on regarde l'histoire de notre pays, il est sûr que tout n'a pas été parfait, mais donner une analyse comme celle que vous avez faite frise la malhonnêteté. Je me demande où vous trouvez toutes ces données pour en arriver à une conclusion aussi négative. Ce n'est pas juste. Il y a un revers à chaque médaille et vous devez prendre cela en considération lorsque vous analysez des situations comme celle-là, lorsque vous retournez à 1840.

Seriez-vous prêt à regarder les avantages de cette fédération qui a été une des meilleures au monde? Il sera difficile de vous convaincre que s'il ne s'agissait pas de la fédération canadienne vous n'auriez pas pu maintenir une autre langue officielle. Cela aurait été impossible ailleurs au monde, sauf au Canada. On est la seule preuve tangible au monde.

Le vice-président: Avant de donner la parole au député je vous demanderais encore une fois d'adresser vos remarques à la Présidence. Cela diminue les frictions.

● (1530)

M. Paré: Monsieur le Président, la majorité des chiffres que j'ai évoqués dans mon discours proviennent de données contenues dans les rapports de Transports Canada. Lorsque j'ai fait toute la série de comparaisons sur la situation de l'aéroport de Québec, par rapport à la situation d'autres aéroports de capitales, soit provinciales ou des Territoires du Nord-Ouest, j'ai pris essentiellement les données de Transports Canada. Lorsque j'ai comparé la progression des vols entre ces aéroports, ça provient de Transports Canada. Lorsque j'ai comparé le volume des vols, ça provient toujours de Transports Canada.

Monsieur le Président, les Québécois et les Québécoises ont étudié l'histoire. Peut-être qu'on n'avait pas toujours les mêmes livres d'histoire que nos collègues d'en face, cependant, je peux vous assurer que dans les prochains mois, dans les débats qui vont s'enclencher sur la question nationale au Québec, nous aurons tout ce qu'il faut et soyez assuré que le système nous a fait toutes les démonstrations qu'il est possible d'utiliser pour faire la démonstration que j'ai commencé à faire et ce n'est qu'une